



## Edito

### MACRON, MONDIAL, FOOT ET RECUPERATION

"La victoire des bleus ne profite pas à la popularité d'Emmanuel Macron", c'est ce qu'on peut lire dans le Figaro du 17 juillet. Une chance ! Encore heureux ! Il ne manquerait plus que ça ! Une enquête d'opinion contredit ce que les chiens de garde du président annonçaient partout en marge de la finale de dimanche soir, à savoir qu'il marcherait sur un petit nuage populaire grâce à la victoire de l'équipe de France. Que nenni...

Comme à son habitude, après ses nombreuses irruptions médiatiques contrôlées pour recadrer un cheminot CGT en grève ou encore pour mépriser et humilier un jeune garçon, ce président plein d'humilité a pris son costume préféré pour nous jouer un autre acte de sa partition politique, avec une mise en scène digne des plus grands scénaristes de série B. Tribune, vestiaire, pelouse ont été les théâtres, malgré eux, d'une exposition médiatique hors du commun par un homme dont l'exubérance et l'antimodestie sont une marque de fabrique.

Résultat de cette interprétation, un flop. En augmentation de deux points par rapport au mois de juin, 61 % des interrogés estiment que le président n'est pas un bon président ! Alors à quoi bon rester président quand on est un mauvais président, si ce n'est pour remercier et travailler au bonheur des 39 % ? D'ailleurs, on peut se questionner légitimement, qui sont celles et ceux qui pensent qu'il est un bon président ? Ne cherchons pas trop longtemps, nous les connaissons.

Dans cette même enquête, en réponse à une question sur la confiance concernant l'avenir de la situation économique en France depuis ces dernières semaines, 60 % se disent plutôt moins confiants. Parallèlement, "l'optimisme ou le pessimisme sur l'avenir" donne un résultat de 56 % de plutôt optimistes et 6 % de très optimistes. Le camp d'en face et les communicants du monarque se serviront de ces chiffres pour nous convaincre que cette politique sociale et économique dévastatrice va dans le bon sens et qu'il faut la continuer et l'amplifier. Pour appuyer cette hypothèse, il faut lire et entendre ce que Monsieur Mondial a dit aux adversaires sociaux lors de la rencontre du 17 juin. Rien que nous ne sachions pas.

Mais pour nous, esprits tordus que nous avons dans nos têtes de cégétistes, ces chiffres peuvent nous donner espoir et surtout raison. Raison parce que ce modèle social qui doit nous

être imposé est en totale contradiction avec ce que nous proposons et revendiquons, en décalage avec le progrès social tant espéré par des millions d'individus. Raison parce que les travailleurs de ce pays n'acceptent pas que les règles de vie communes que sont le droit et le devoir soient contraintes en plus de devoirs et plus rien du droit. Raison parce que nous avons raison de nous battre.

Et l'espoir alors ? Cela ne se voit peut être pas à priori en regardant les chiffres mais si nous regardons le résultat du manque de confiance dans la situation économique et qu'on y ajoute les optimistes, nous pouvons en déduire que les interrogés espèrent une autre politique, et nous pouvons dire que celle que nous proposons va dans leurs sens. En effet, lorsqu'un président n'est plus président, que les citoyens sont défiants et que les optimistes sont aussi nombreux, nous avons raison de nous battre pour changer de paradigme social. Il faut continuer à jouer les prolongations de cette partie pour gagner un véritable changement.

Ce serait sans compter sur un entrant de dernière minute dans le camp adverse, celui d'un meneur qui remplace le meneur, au côté du capitaine élyséen, devant le gardien meneur de troupeau et le milieu historiquement anti CGT, et bien sûr les autres prêts à rentrer quand il le faudra, le bien nommé Geoffroy Roux de Bézieux (Gattaz était plus facile à écrire), nouveau patron du Medef.

Le nom change et la détermination reste pleine et entière même si dorénavant, nous avons à faire un patron 4.0, pro-usine du futur et des nouvelles technologies destructrices du travail salarié. Il connaît très bien la noblesse et les grands groupes, la banque, se pourfend de défendre le "dialogue social" au plus près avec les résultats qu'on connaît, et ne vous étonnez pas, il est riche. Cerise sur le baba au rhum, il est capitaine de vaisseau de réserve, un vrai guerrier, un de plus.

Macron n'a pas gagné la coupe du monde pas plus que la guerre qu'il nous mène.

Voilà, ce n'est qu'une vision de l'actualité, vous pouvez la partager ou pas pendant vos repos amplement mérités. Bons congés à vous (profitez, ce sont peut être les derniers sous cette forme... je plaisante).

*Sébastien Martineau - Secrétaire Général*

### Sommaire :

#### Editorial :

Macron, mondial, foot et récupération	P. 1
Intervention des cheminots du 28/06	P. 2 & 3
La Formation Syndicale	P. 3
CESER - Séances plénières du 25/06	P. 4 à 6
Syndicat CARREFOUR Bourges	P. 6
La France qui gagne ...	P. 7
Livres en vente à l'UD	P. 8

### AGENDA

\*\*\*

#### Formation Départementale sur le Comité Social et Economique (CSE)

**Les 10 - 11 et 12 OCTOBRE 2018**

*(Lieu et heures à préciser)*

**Nous ferons intervenir les services  
de la DIRECCTE du Cher le 2ème jour  
sur les problématiques techniques.**

**Déposez vos congés éducation  
auprès des directions  
1 mois avant le début du stage  
et informez l'UD de votre participation.**

### Intervention CGT Cheminots lors de la journée de mobilisation interprofessionnelle du 28 juin 2018

#### **RIEN N'EST PERDU, TOUT RESTE À GAGNER !**

Depuis maintenant 3 mois les cheminot-e-s sont en lutte pour s'opposer à la casse du service public ferroviaire. Nous sommes face à un conflit historique. Un conflit qui marquera des générations de militants et de syndiqués CGT.

En effet, après 36 jours de grève, malgré le mépris et les mensonges diffusés par le gouvernement, les cheminot-e-s sont toujours dans l'action. Il faut saluer leur courage et leur détermination.

Dès le départ, en montant en épingle la question du statut, Emmanuel Macron a joué la carte de la division, espérant ainsi opposer cheminots et usagers. Incapable d'expliquer en quoi cette réforme améliorera le quotidien des usagers, le gouvernement a fait le choix du passage en force ! Alors qu'il pensait que cette réforme passerait « comme une lettre à la poste », les cheminot-e-s en ont décidé autrement !

Face à un gouvernement qui assène contre-vérité sur contre-vérité, les Cheminots avec la CGT ont fait le choix de mener la bataille de l'opinion. En multipliant les débats dans le pays, nous avons fait la démonstration pédagogique des dangers de cette réforme.

Angleterre, Allemagne, Italie... partout où le rail a été ouvert à la concurrence, les conséquences sont les mêmes : hausse des tarifs, baisse du service rendu, remise en cause de la sécurité et dégradation des conditions de travail.

Sur la question des 9000 kilomètres de lignes qui incluent la section de ligne Bourges – St Amand – Montluçon et que le rapporteur Spinetta a préconisé de rayer de la carte de France, rien n'est réglé. En sacrifiant des pans entiers du réseau ferré français, cette réforme remet en cause le principe même de service public. Il nous faudra mener la bataille ligne par ligne, gare par gare !

C'est ce que nous faisons aujourd'hui à Bourges

avec les camarades Cheminots de Vierzon à l'occasion de cette journée de grève à la SNCF et de mobilisation interprofessionnelle.

Le passage au Sénat a une fois de plus mis en lumière les intérêts communs entre la majorité gouvernementale et la droite sénatoriale. Main dans la main, droite et République en marche se sont entendues pour détruire le rail public afin de le livrer aux appétits voraces des financiers.

Le récent incident survenu en gare de Saint Lazare où 450 000 personnes ont été bloquées en raison de la panne d'une pièce datant de 1966, soit 51 ans, montre bien qu'ouvrir à la concurrence, privatiser et casser le statut des cheminots ne règlera rien. Ce dont la SNCF a besoin c'est d'investissements massifs aussi bien humain que matériel, au cœur d'une entreprise 100 % publique, unique et intégrée, et permettre ainsi une qualité de service capable de répondre aux besoins de mobilité de plus en plus importants des usagers.

Au cours de ces trois mois de conflit, aussi bien par l'action de leurs parlementaires au Sénat et à l'Assemblée nationale que par leur présence massive devant plus de 1000 gares du pays, des parlementaires acquis à notre cause ont montré qu'ils étaient des points d'appui utiles pour la lutte des Cheminots.

Revenons sur la table ronde Gouvernement - UTP - Syndicats du 15 juin dernier. Celle-ci a été une parodie de dialogue social sans aucun engagement concret du patronat et du gouvernement. Les négociations sont bloquées à cause de l'inflexibilité de la gouvernance Macron et de la mauvaise volonté du patronat. Ces postures ne sont pas nouvelles depuis 2016 avec la mise en place d'une CCN non achevée.

En attendant, que devient-on demain, où allons-nous travailler, avec quel salaire, dans quelles conditions?

Faudra-t-il déménager, vendre la maison ou l'appartement pour conserver un emploi moins bien payé dans le ferroviaire? Vu que les moyens ferroviaires

seront concentrés dans les grandes métropoles, les emplois à pourvoir seront forcément sur ces sites, pourra-t-on se loger avec un salaire inférieur alors que déjà avec la paye d'un cheminot, c'est compliqué aujourd'hui dans les capitales régionales ?

Quels impacts sur la vie familiale: déménager tout le monde avec un bouleversement total pour le conjoint et les enfants ou bien faire la navette avec le risque de difficultés conjugales et familiales ?

Avec la fin de l'embauche au statut dès 2020, quels impacts sur les notations des agents au statut, quel impact sur le financement de notre régime de retraite et de prévoyance, quel impact sur les sanctions disciplinaires, sur le droit syndical, ... etc. ?

Il ne faut pas croire que la loi du gouvernement et de la direction SNCF n'aura pas d'effet concret sur chacun d'entre nous. Les « On verra bien », les « Ça va bien nous emmener au bout », il faut les oublier vite car la réalité va vite rattraper chacun d'entre nous.

Déjà, alors que le gouvernement fait croire qu'il ne privatisera pas la SNCF, Bruno Lemaire, Ministre de l'économie dit que l'Etat n'a pas vocation à avoir des parts dans des entreprises soumises à la concurrence... Cela veut tout dire et c'est bien la démonstration qu'on ne peut pas faire confiance à des meneurs comme ceux à la tête de l'Etat et du Parlement.

Il est donc plus qu'indispensable de nous rassembler et de poursuivre la grève au-delà de cette journée du 28 juin.

Dans les semaines et les mois à venir, le combat va continuer. Il sera âpre. Au plus près des territoires, aux côtés des usagers et des cheminots, la CGT sera de toutes les batailles !

**RIEN N'EST PERDU,  
TOUT RESTE À GAGNER,  
RIEN N'EST ÉCRIT D'AVANCE !**

## LA FORMATION SYNDICALE

### Stages organisés par l'UD

- ☞ **Stage N2 - 1ère Partie - BOURGES**  
du 15 au 19 Octobre 2018
- ☞ **Stage COMMUNICATION - BOURGES**  
du 15 au 19 Octobre 2018
- ☞ **Stage CHS ATMP - Harcèlement**  
les 19, 20 et 21 novembre 2018

### Stages organisés par l'UL de Bourges

- ☞ **Stage Niveau 1 - BOURGES**  
du 22 au 26 Octobre 2018

### Stages organisés par l'UL de Vierzon

- ☞ **Stage Niveau 1 - VIERZON**  
du 26 au 30 Novembre 2018
- ☞ **Stage N2 - 1ère Partie - VIERZON**  
du 12 au 16 Novembre 2018



***Demandes de congés éducation  
à déposer 1 mois  
avant le début du stage  
auprès de vos directions  
et inscrivez-vous auprès de l'UD  
ou des UL concernées.***

## **SEANCE PLENIERE au CESER le 25 JUIN 2018**

*Intervention de Mr. Lepain Nicolas, pour le groupe C.G.T.*

### **AVIS SUR LA STRATÉGIE RÉGIONALE POUR LA DIFFUSION DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE EN CENTRE VAL DE LOIRE.**

*Mr le Président, Mesdames et Messieurs les conseillers et conseillers du CESER.*

*La culture en général et les cultures scientifiques sociales, techniques et autres, ont contribué, depuis la nuit des temps, à l'évolution des hominidés, plus tard devenus homo sapiens-sapiens, homo faber.*

*La diffusion de ces cultures scientifiques est le creuset de toutes les civilisations s'étant succédé depuis les premières organisations tribales de chasseurs cueilleurs nomades. Les sciences sociales sont le dessein de la civilisation. Les sciences techniques sont l'outil concrétisant la civilisation.*

*Mr le Président, le groupe CGT s'indigne de la mise au pas des sciences humaines et sociales. Comme le souligne l'avis, il est important « de valoriser l'ensemble des sciences, y compris les sciences humaines et sociales souvent grandes oubliées ». En effet, ces dernières font l'objet de censure au nom de la neutralité scientifique. Ainsi en science économique, la micro-économie néoclassique se fait le héraut de la logique de gestion capitaliste. Les tenants du capital façonnent des démonstrations mathématiques aux variables partiales et choisies par eux, pour eux, dans le but d'aboutir à de douteux résultats, présentés comme vérités absolues. Dans ce contexte, seules les sciences économiques orthodoxes ont voix au chapitre, dans l'enseignement. Le marxisme est exclu, le keynésianisme est presque effacé des enseignements. Comme le déclarait Margaret Thatcher « il n'y a pas d'alternative ». Il en va de même pour l'agriculture, soumise aux diktats des semenciers, des marchands d'engrais et des spéculateurs.*

*Le Conseil Régional doit veiller à la diffusion de la pluralité des courants de pensée en sciences sociales. Le Conseil Régional doit ainsi se libérer des féodalités capitalistes, imposées par une minorité. Le Conseil Régional doit se concentrer sur la satisfaction de l'intérêt général et non la satisfaction unique des intérêts en général.*

*Dans le cadre de la diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle il est primordial que tous les publics concernés : jeunes et moins jeunes, soient acteurs et codécideurs de cet enseignement.*

*Lénine disait « apprendre, toujours apprendre ». On apprend et on enseigne, par la transmission des savoirs toute sa vie.*

*La diffusion de cette culture doit, comme le relève l'avis, irradier l'entièreté du territoire régional, au-delà de l'axe ligérien pour essaimer une culture plurielle, audacieuse et pertinente au service des citoyennes et citoyens.*

*Pour ce faire, cela nécessite une coopération entre tous les établissements d'enseignement du secondaire, comme du supérieur et entre toutes les institutions républicaines. Cela nécessite de mettre fin aux rivalités surannées entre certaines villes de notre région, ce qui n'est ni un atout pour progresser, ni un signe d'intelligence. La coopération doit s'inscrire dans la recherche de l'intérêt général, ainsi la coopération doit s'établir dans un contexte novateur, pluriel et non dans le cadre, nécessairement contraint, des COMUE. Ces-dernières, voulues par l'Union Européenne, rétrécissent les moyens d'action quand il faudrait les étoffer.*

*Si la mise en ligne de contenus est utile, elle ne doit pas être le seul mode de diffusion. L'intervention de professionnels, techniciens, scientifiques ou chercheurs dans les établissements scolaires, pendant les cours, avec une forme interactive de dialogues et de débats, constitue une méthode efficace.*

*Les salariés doivent aussi bénéficier de cette propagation culturelle. En effet, trop souvent les dispositifs de formation professionnelle ne servent qu'à passer des CACES, des habilitations alors qu'elles doivent permettre au salarié d'acquérir de nouvelles connaissances, de ne plus subir l'évolution technologique, mais de la vivre.*

*En conclusion, si le groupe CGT reconnaît des points positifs dans l'avis, l'avis fait fi de certaines facettes de la nécessaire diffusion des savoirs et notamment de l'intervention vitale de garde-fous, car la science se fait en conscience « science sans conscience n'est que ruine de l'âme ». Le groupe CGT s'abstiendra donc lors du vote.*

## **SEANCE PLENIERE au CESER le 25 JUIN 2018**

*Intervention de Mme GAËTA Florie pour le groupe C.G.T.*

### **PLAN D'ACTION RÉGIONAL POUR L'ÉGALITÉ**

Monsieur le Président,  
Monsieur le Vice-Président du CR,  
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La CGT a regardé avec attention l'avis et le rapport intitulé « Toutes et tous mobilisés pour l'égalité ». Nous ne pouvons que nous satisfaire que le Conseil Régional considère que « la promotion de l'égalité est donc à la fois un enjeu de justice, de solidarité et de progrès social » ou encore que « l'égalité est une valeur fondamentale de notre république » qui ne pourrait se résumer à un simple « mot dans une devise républicaine ».

Les chiffres présentés en première page du rapport sont contestables.

Pourquoi ne pas dire simplement que 1% de privilégiés s'accaparent plus de 80% des richesses produites ? Ce serait trop lisible sans doute.

Sur les écarts de salaire femmes/hommes, les 10,5% cités dans le rapport ne concernent que la part dite « non expliquée ». Tout est dans la façon de présenter les chiffres, si l'on se place du point de vue des femmes, les hommes gagnent 34.6% de plus.

L'avis évoque la charte européenne signée en 2009 suivie d'un plan d'action, quel est le bilan ? On nous explique qu'il existe déjà un arsenal législatif, certes, mais qui n'est pas respecté, par une non-volonté. L'avis lui-même démontre que malgré des plans d'action mis en place depuis des années, les inégalités ne cessent d'augmenter. C'est bien la preuve que ces politiques incitatives ne fonctionnent pas. Ce n'est donc pas qu'une affaire de « mentalité ». Pourtant les lois ne sont-elles pas censées s'appliquer à tous ? Il est scandaleux que la plupart des entreprises ne tiennent pas à jour le registre unique du personnel, seul moyen de comparer les progressions de carrière entre les 2 sexes. Les bilans sociaux sont illisibles, non exploitables par les élus du personnel.

Nous regrettons que la question de l'égalité femmes/hommes ne soit pas traitée indépendamment des autres sujets, puisque 47% des salariés sont des femmes. Il ne s'agit pas d'une minorité. On noie le poisson. De plus, comment aborder ce rapport avec optimisme quand :

- La majorité parlementaire en place prévoit de

supprimer les pensions de réversion touchées par 86% de femmes ?

- Quand ce gouvernement décide de précariser encore plus le salariat féminin comme dans la santé, avec des dégradations constantes de leurs conditions de travail, la mise en place d'un jour de carence et la fin des œuvres sociales ? Avec Les lois Macron et Travail qui impactent les salariés du commerce, principalement des femmes... ou encore
- Quand on ferme les plannings familiaux et les maternités ?

Qu'en pensent le CESER et les élus du CR ?

L'augmentation du congé naissance détaillé dans la fiche action 9 est une bonne idée, mais à quelles conditions ? Est-ce que le salaire sera maintenu ? Si non, ce congé ne pourra clairement pas être pris par les agents, en tout cas pas par tous. Quel salarié peut aujourd'hui se permettre de renoncer à une semaine de salaire ?

Il serait trop long d'aborder avec précision les autres réformes et grands sujets qui vont clairement à l'encontre de ce qui est porté par ce rapport : discriminations syndicales, discrimination des bacheliers de banlieue avec la réforme de l'université, stigmatisation des pauvres et des chômeurs, loi ELAN sur l'accessibilité des logements des personnes en situation de handicap...

Fiche action 27 : « Tisser des solidarités européennes et internationales ». Là, on est gagné par l'amertume. Vous savez tous que notre gouvernement a refusé d'accueillir ces femmes et ces hommes, fuyant les guerres impérialistes capitalistes, qui se trouvaient à bord de l'Aquarius. Nous ne parlons pas ici de chiens ou de chats, mais d'êtres humains, appelés plus communément « migrants ». On voit comment, grâce à la sémantique, des situations insupportables peuvent devenir supportables ou entendables. C'est le même principe que le clochard, devenu SDF ; ou encore l'handicapé devenu la personne à mobilité réduite...

Continuer à prétendre que l'Union européenne c'est la paix et la solidarité est aujourd'hui irresponsable, puisque tous les moyens sont bons pour repousser ces populations en exil forcé, y compris coopérer et financer des régimes autoritaires et dictatoriaux.



C'est la conclusion du rapport « Expanding the Fortress ».

Il met en lumière les centaines de millions d'euros déversés par l'Union Européenne (argent public) pour équiper, former armées et polices turques, soudanaises ou libyennes connues pour leur violation des droits humains. Les entreprises d'armement et de conseil en sécurité applaudissent. Les patrouilleurs blindés et les soldats tirent sur des êtres humains fuyant des zones de guerre, pas des migrants, des femmes, des enfants, des hommes. Grâce à notre argent. Sommes-nous tous conscients que notre argent sert à assassiner des innocents ?

Comment est-il possible que notre Président reçoive ici, en grande pompe, des dictateurs coloniaux qui exterminent des populations, en totale violation des droits internationaux ? Comment est-il possible que la France continue de coopérer avec des pays qui enferment des enfants dans des cages après les avoir séparés de leur parent ? Ces bébés, dont vous avez tous vu des vidéos circulant sur le net, criant, hurlant, appelant désespérément papa et maman. Ne voyez-vous pas tous ici la bête immonde resurgir dans ces pays, dont le nôtre, pays dits développés, civilisés ?

La France, loin d'être exemplaire, a été condamnée à plusieurs reprises pour non-respect de la Convention Européenne des Droits de l'Homme. La Loi asile et Immigration débattue au Sénat est une régression sans nom, elle autorise l'enfermement des en-

fants, dans des conditions indignes. Pendant combien de temps allons-nous rester passifs face à cette barbarie ?

L'histoire nous a montré à plusieurs reprises, que moraliser l'opresseur est inutile dans un système où seuls la rente et le profit comptent. Doit-on rappeler ici que les grandes firmes ont collaboré activement avec les nazis, au nom du profit, Ford, Bayer, Volkswagen, Hugo Boss, Renault etc... Ce ne sont là que quelques exemples.

En tant que digne représentant de la société civile organisée, œuvrant pour l'intérêt général, le CESER a le devoir de réagir et d'agir, afin que l'égalité, ne soit pas un simple mot dans une devise républicaine. A ce titre, nous demandons :

- À ce que le CESER s'exprime sur ces questions, la situation ne peut plus durer, nous devons tous nous mobiliser contre la cruauté,
- A ce qu'un bilan clair de ces mesures nous soit présenté.
- A ce que soit réhabilitée la section Egalité, supprimée dans des conditions extrêmement contestables et qui pourrait travailler sur ces questions fondamentales.

Soyons clairs, ce rapport a le mérite d'exister mais il nous paraît bien insuffisant et très éloigné de la réalité que vivent des millions de personnes d'ici et d'ailleurs.

Nous voterons l'avis. Merci.

## **VIE SYNDICALE**

### **LE SYNDICAT CGT CARREFOUR BOURGES** **A APPELE A LA GREVE TOUTE LA JOURNEE DU 14 JUILLET**

#### **CELA NE PEUT PLUS DURER !!!**

Un rassemblement devant le magasin a eu lieu à 10 heures. Tout le monde est désormais conscient du malaise social et des souffrances que chacun d'entre nous subit au travail dans le magasin...

#### **MAINTENANT CA SUFFIT !**

Nous ne pouvons plus rester sans réaction, à nous regarder les uns après les autres partir en maladie quand ce n'est pas en dépression en raison d'une surcharge de travail grandissante et de la pression hiérarchique qui s'accroît chaque jour !

Il est grand temps pour nous, salariés, de relever la tête, de crier notre ras le bol et de dire stop à cette politique antisociale de plus en plus INHUMAINE !

- *Au manque constant de moyens et de personnel !*
- *A l'augmentation constante des charges de travail !!*
- *A l'exploitation pour des salaires de misère !!!*

Il n'y a qu'à voir les bénéfices colossaux réalisés par le grou-

pe Carrefour ou encore constater le salaire que s'est octroyé notre PDG !! Comprendre qu'il y a des moyens pour faire tourner notre magasin avec plus de moyens, plus de personnel et dans des conditions de travail plus humaines ! La CGT a appelé l'ensemble des salariés à se mettre en grève pour une journée le samedi 14 juillet 2018 dans notre magasin.

***Exigeons ensemble des embauches urgentes dans tous les secteurs, exigeons des conditions et des charges de travail humaines, l'arrêt des suppressions de postes, contre l'ouverture des dimanches matin qui va bouleverser nos vies de famille et détruire à terme notre santé, exigeons ensemble une meilleure reconnaissance du travail accompli par des salaires décents !***

Tous ensemble dans notre magasin, mettons-nous en mouvement pour enrayer la spirale infernale de déshumanisation dans laquelle les grands pontes de Carrefour et les gros actionnaires sont en train de nous entraîner... !!!

# LA FRANCE QUI GAGNE...

Oui, on peut se réjouir, avec l'immense majorité de nos concitoyens, de cette réussite, qui d'après le plupart des commentateurs, devrait redonner un peu de baume au cœur aux Français, qui en auraient bien besoin, de l'avis mêmes desdits commentateurs.

Un certain nombre de réflexions nous viennent – sans vouloir jouer les rabat-joie– sur cet événement marquant, que l'on aime ou non le foot, et le sport.

Tout d'abord, sur les joueurs, jeunes, et surtout issus pour beaucoup de l'immigration. En cette période on se félicite de la composition de cette équipe, mais n'oublions pas les scores électoraux des LE PEN et compagnie, ni la frilosité, pour ne pas dire plus, quant à l'accueil des réfugiés - voir l'actualité récente...

L'émotion collective, ces forêts de drapeaux tricolores, espérons qu'elles entretiennent la devise républicaine –Liberté, Egalité, Fraternité– et non le chauvinisme, qui mène aux excès dont l'Histoire est témoin.

Ensuite, sur l'argent, qui a coulé à flots : de la FIFA, des sponsors, de la billetterie aux prix exorbitants, des droits T.V. de retransmission, des spots publicitaires, etc... On ose espérer (?) qu'une partie conséquente de cette manne financière reviendra aux clubs amateurs qui, du moindre village aux banlieues de nos villes, touchent des millions de jeunes, et dont les animateurs, dirigeants, éducateurs, bénévoles souvent, courent toujours, avec les parents, après le moindre sou pour du matériel, des moyens de déplacement, etc... Le sport, c'est surtout chez eux que ça se passe, dans ces clubs amateurs à mille lieues du vedettariat (mais qui sont à l'origine de la carrière des "vedettes").

Espérons aussi, au nom de nos valeurs républicaines et progressistes, que le mondial de Foot féminin, en 2019, provoquera le même impact médiatique et populaire que pour leurs camarades masculins de 2018.

Cette "foule sentimentale, soif d'idéal" (A. Souchon) et dont la liesse est tout à fait respectable et admirable, espérons qu'elle ne voie pas ses émotions récupérées par le pouvoir, dans un "tous unis derrière MACRON" –lui qui s'est beaucoup dépensé et agité pour se montrer dans ces derniers épisodes de

la Coupe–. Le sport, le foot n'ont pas à devenir le nouvel "opium du peuple".

La "France qui gagne" : en foot, magnifique ! Mais on aimerait qu'elle soit championne du monde dans d'autres domaines : les richesses données à ceux qui les produisent, la lutte contre la pauvreté, la politique salariale, la santé, etc.... On a d'ailleurs récemment appris que le "plan de lutte contre la pauvreté" était reporté à l'année prochaine (en raison de la Coupe du Monde ? C'est ce qu'a "gaffé" une ministre). En attendant, les pauvres n'ont qu'à s'estimer heureux : ils ont le soleil, la Coupe du Monde, le Tour de France, les défilés et feux d'artifice du 14 juillet ! A propos du défilé militaire, les Français savent-ils exactement dans combien de pays les troupes françaises opèrent actuellement ? Pas de vote du Parlement sur ce sujet grave. Donc, les pauvres n'ont qu'à regarder, de loin la "France qui gagne". Les milliards brasés lors de la Coupe redescendront-ils sur eux ? Théories du "ruissèlement" et des "premiers de cordée", chères à MACRON !

Ce mois de juillet nous a apporté également l'avènement d'un nouveau patron du MEDEF, plus réactionnaire, paraît-il, (si c'était possible....) que le précédent. Cela ne fera qu'aggraver le sort des travailleurs, des chômeurs, des jeunes, des retraités ; depuis des années, les différents gouvernements ne font qu'obéir aux exigences du MEDEF et de l'Union Economique Européenne : casse du Code du Travail, fin des conventions collectives, recours aux CDD, casse des IRP, court-circuitage des syndicats au profit de référendums d'entreprise, rigueur salariale , etc..., etc..., sans oublier ce qui se prépare pour les retraites, les pensions de réversion étant déjà dans le collimateur, malgré les contradictions, démentis et maladroites de la ministre.

Oui, "la France qui gagne" mais les salariés, retraités, jeunes, chômeurs, voudraient bien y gagner aussi. Les champions du Monde de Football sont souvent qualifiés de héros, mais les héros du quotidien, ce sont ces millions de gens qui peinent à joindre les deux bouts, par exemple ceux qui, en banlieue, se lèvent tôt pour aller gagner un SMIC ou moins, ces familles qui voient les aides de l'Etat se réduire, tous ces jeunes qui galèrent, ces chômeurs, qu'on traite de fainéants, ces retraités qui vivent misérablement au bout d'une vie de travail...

**Vive le sport, et que vivent les luttes !!!**

Gérard MELIN - Bureau UD

# LIVRES EN VENTE A L'UD

15 € JEAN-PIERRE PAGE  
 CHARGÉ D'OPÉRATION  
 PÉRIODE COSECHE  
 MAI/JUIN 1972-73

**CAMARADES**  
 JE DEMANDE LA PAROLE !

Comédienne :  
 Anne-Cécile  
 François MARIANO  
 Jean-Claude  
 Bernard DEBRIE  
 Hervé COCCOZZI

INVESTIGATION

10 € Bernard Friot  
**Vaincre**  
 Macron

TRAVAIL ET SALARIAT

LA DISPUTE

GEORGES SEGUY  
 CE QUE LA VIE M'A APPRIS  
 PREFACE DE BERNARD THIRIAULT

17 €

Christian Langeois  
**GEORGES SÉGUY**  
 Syndicaliste du xx<sup>e</sup> siècle

20 €

10 €

**MOTIVES**

15 € ROBERT CHARVIN  
**FAUT-IL DÉTESTER LA RUSSIE ?**  
 Financement et démocratisation des études  
 VERS UNE NOUVELLE GUERRE FROIDE  
 PREFACE DE MARCO SOLINI - PROLOGUE DE PIERRE LUDY

INVESTIGATION

Audrien Cassin  
**Un salaire étudiant**  
 Financement et démocratisation des études

12 €

LA DISPUTE

L'Institution du travail  
 Droit et salariat dans l'histoire  
 Claude Didry

24 €

LA DISPUTE  
 travailiste

cg  
 L'INSTITUT REGIONAL D'HISTOIRE SOCIALE LE COMITE REGIONAL DE LA CGT CENTRE  
**QUARANTE ANS DU COMITE REGIONAL CGT CENTRE**  
 QUARANTE ANS D'ACTIVITE SYNDICALE DE TRAVAIL D'ENGAGEMENT AU SERVICE DES SALARIES  
 « C'est pour nous que l'histoire est condensée à la mesure d'un Monde »

6 €

MAURICE RENAUDAT  
**Le chemin que j'ai parcouru...**  
 SOUVENIRS D'UN ESPRIT DE PEUPLE

20 €

15 €

JEAN-PIERRE PAGE  
 avec une contribution de Samy Adam

cg  
**POUR QUE LES CHOSES SOIENT DITES !**

Éditions Delata

**LA SÉCU C'EST LA VIE QU'EN RESTERA-T-IL DEMAIN ?**

1944 : le CNR, la grande idée  
 1945 : la première ordonnance  
 1946 : la loi de généralisation  
 1947 : les premières attaques

Les principaux responsables du Conseil National de la Résistance

3 €

LA DISPUTE  
 travailiste

**LA DÉFENSE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE**  
 Rapport présenté par Henri Reynaud, secrétaire de la CGT au Comité confédéral national les 14 et 15 janvier 1947  
 Préface de Bernard Friot

3 €

ÉDITIONS SYNDICALISTES

**Cahiers d'histoire sociale**  
**La Sécurité Sociale Une conquête à préserver et à renforcer !**

1,50 €

CAHIERS D'HISTOIRE SOCIALE  
 Institut C.G.T. d'histoire Sociale Région Centre

3 €

N° SPECIAL

Octobre 2011  
 Institut cg  
 d'histoire Sociale  
 Région Centre  
**Les Luites des "CASE" de VIERZON**  
 Société Panhard-Motore, Automobile, Automobile  
 USINES - BURIGNY  
 Des hommes et des femmes riches and savoir-faire... into la sucs et l'acier...  
 I.S.R.C.É.U.T. de l'Institution de la Résistance

12 €

Novembre 2017  
 Institut C.G.T. d'histoire Sociale Région Centre  
**...ils ont tracé le chemin... de la PRÉCISION MODERNE à DENISON aujourd'hui**  
 L.S.T. 18 Cahier de la CGT  
 L'histoire d'une usine qui a forgé des destinées...  
 12 €

Institut C.G.T. d'histoire Sociale Région Centre  
**CAHIERS D'HISTOIRE SOCIALE**  
**LES ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES DE BOURGES**  
 Une grande et belle histoire humaine !  
 VOLUME 1 de 1860 à 1967  
 1<sup>er</sup> Semestre 2018

10 €

INS  
**MAI 68**  
 PAR CELLES ET CEUX QUI L'ONT VECU  
**Témoignages dans le Cher**  
 5 €

**Ensemble et**  
 9,90 €

**A BAS LES DONNÉS 1968**  
 450?  
 10 €

Ces livres sont en vente pour que les syndicats puissent constituer ou élargir leurs bibliothèques. Il est important que les militants, les syndiqués puissent avoir accès à la lecture dans les structures de la CGT. Cela fait partie de la bataille idéologique contre le capital. **Merci à vous.**